

# Immigration “étudiante” : une filière de masse pour l’immigration ...

écrit par Marcher sur des oeufs | 4 février 2019



## COÛT de l’IMMIGRATION ETUDIANTE

Tribune d’Eléonore Bez, Conseillère Régionale PACA  
Eléonore Bez | Tribunes libres – 1 février 2019

Le nombre d’étudiants étrangers ne cesse d’augmenter en France : le nombre de visas étudiants délivrés est passé de 78 419 en 2013 à 101 746 en 2018.

Qu’est-ce qui explique une telle augmentation ?

Des universités attractives ?

Pour une partie de ces étudiants oui, mais beaucoup sont surtout attirés par la délivrance d’un visa. S’inscrire comme étudiant, c’est l’assurance d’obtenir un titre de séjour et de rester sur le territoire français... avec tous les avantages sociaux qui vont avec.

Face à ce qui est devenu une filière de la submersion migratoire que subit la France, le gouvernement Macron a fait mine de sévérité en annonçant cette année une hausse

des frais de scolarité pour les étudiants extra-européens.

Tant mieux, il n'est après tout que justice que les étudiants étrangers, dont les parents ne payent pas l'impôt en France, s'acquittent de droits d'inscription plus élevés que les étudiants nationaux.

Précisons d'ailleurs que cette hausse (2 770 euros l'année de licence, 3 770 euros l'année de master ou de doctorat) ne couvre pas le coût d'une année d'étude, celle-ci étant de 13 873 euros en moyenne.

Les étudiants étrangers coûtent donc 10 000 euros par an à la collectivité.

Même avec cette hausse, la France reste incroyablement généreuse.

Or, nous voyons certains de ces étudiants étrangers, qui ne sont que les invités de la France, manifester leur mécontentement.

On croit rêver !

Depuis quand un étranger est-il légitime à participer au débat public national ?

Si un étranger n'est pas content de la façon dont on le traite, il n'a qu'à partir : ce n'est pas son pays.

Ces étudiants étrangers qui manifestent sont appuyés par tout ce que le show-business compte de bobos immigrationnistes, mais aussi par les recteurs de certaines universités.

Ceux-ci annoncent qu'ils dérogeront à cette hausse, en ne l'appliquant pas à leurs étudiants étrangers.

Pendant ce temps-là, des milliers d'étudiants français peinent à se loger.

Des milliers d'étudiants français doivent mener un petit job

en parallèle de leurs études pour joindre les deux bouts, ce qui se fait au détriment de leur travail universitaire.

Pire, des milliers, voire des dizaines de milliers de jeunes Français, abandonnent toute idée d'études supérieures alors qu'ils en ont l'envie et le talent.

Ce sont ces jeunes de la France enracinée, cette France des oubliés, cette France des gilets jaunes en fait.

Parce qu'ils sont trop loin des métropoles universitaires, parce que leurs parents ne peuvent pas payer de loyer dans une grande ville, parce qu'ils ont le sentiment que ce n'est pas pour eux.

Ceux-là, personne ne les aide. Aucune association ni pouvoir public ne met à leur disposition les moyens nécessaires à ce que leurs talents puissent se développer.

Les jeunes Français qui se lancent dans des études supérieures découvrent des universités paupérisées, des amphis surchargés, des filières bouchées.

Comme quoi, il semble bien qu'on ne puisse pas accueillir tous les étudiants du monde et en même temps garantir à chacun des conditions d'études dignes de ce nom...

Pour de nombreux étudiants français, souvent les plus brillants, la seule perspective est de partir à l'étranger. Combien reviendront ?

Combien, après avoir payé des frais d'inscription extrêmement élevés, y trouveront un emploi convenable et y fonderont leur famille ?

Combien seront perdus pour la France ?

Pendant que nos jeunes cerveaux partent ou restent sans les diplômes qu'ils mériteraient, des dizaines de milliers d'étrangers s'inscrivent de façon quasi gratuite dans les

universités françaises, bénéficient des aides de l'État et du soutien d'associations subventionnées.

Notre jeunesse est oubliée et les immigrationnistes préfèrent manifestement la remplacer par des étrangers.

Cette idéologie, cette politique à deux vitesses sont d'autant plus insupportables que la jeunesse est l'avenir de notre pays.

L'université aussi doit être réservée aux étudiants français d'abord. Si des étrangers veulent étudier en France, ils sont évidemment les bienvenus : mais à condition de payer la réalité de ce qu'ils coûtent à notre pays et de rentrer chez eux à la fin de leurs études.

<https://rassemblementnational.fr/tribunes-libres/tribune-deleone-bez-conseillere-regionale-paca/>

### **Note d'Antiislam**

C'est un problème central que ces abus massifs de l'immigration étudiante.

Immigration pour suivre une licence d'Arabe ou de Droit coranique en France : de qui se moque-t-on ?

Mais même les filières d'excellence sont victimes de ce régime d'abus.

J'ai le cas, qui m'a beaucoup frappé, d'un de mes neveux qui était élève à l'ENS-Lyon : il partageait sa chambre avec un BOURSIER sénégalais de l'ENS-Lyon, étudiant en mathématiques.

Le gars faisait la fête toutes les nuits.

Le gars dormait toute la journée.

Le gars ne faisait jamais la vaisselle commune, laissant la cuisine en b\*\*l.

Le gars n'est jamais allé en cours de l'année.

La gars a pourri la vie de mon neveu, pourtant de bonne composition, pendant un an.

Je ne parle même pas des filières de fac bidons (style Paris VIII-Saint-Denis) qui sont maintenues en vie artificiellement "grâce" à l'immigration.

Il n'y a que l'abominable et le pervers Pierre Henry (France Terre d'Asile) pour nous faire pleurer sur la nécessité d' une immigration étudiante massive...

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre\\_Henry\\_\(France\\_terre\\_d%27a\\_sile\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Henry_(France_terre_d%27a_sile))